

REPUBLICQUE TOGOLAISE



Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

10 septembre 2024

LE CHEF DE L'ETAT A REÇU EN AUDIENCE LE CARDINAL FRIDOLIN AMBONGO



*Le chef de l'Etat avec le cardinal et Mgr Alowonou
du 6 au 7 septembre 2024.*

Lomé, 10 sept. (ATOP)- Le président de la République, Faure Gnassingbé a reçu, le lundi 9 septembre à Lomé, le président du Symposium des conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar (SCEAM), le cardinal Fridolin Ambongo Besungu.

L'archevêque de Kinshasa (RDC) séjourne à Lomé dans le cadre des obsèques de Monseigneur Yves Nicodème Anani Barrigah - Bénissan, archevêque métropolitain de Lomé qui se sont déroulées

Le cardinal Fridolin Ambongo Besungu a remercié le chef de l'Etat pour sa présence remarquable à la messe d'inhumation et son implication personnelle dans l'organisation de ces obsèques notamment l'hommage national à l'illustre disparu. Le cardinal, accompagné du président de la Conférence des évêques du Togo, Mgr Benoit Alowonou, a par ailleurs félicité le président de la République pour sa politique de paix et de cohésion sociale et de promotion du dialogue interreligieux au Togo.

Le Symposium des conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar (SCEAM) est né de la volonté des évêques africains de préserver, encourager et promouvoir la communion, l'action conjointe et la collaboration entre toutes les conférences épiscopales à travers les conférences régionales, en particulier dans les domaines de l'œcuménisme et développement humain intégral et de la formation pastorale.

ATOP/AJA/Service de communication de la présidence

NOUVELLES DES PREFECTURES

OGOUE/EDUCATION DES ENFANTS :

DES ACTEURS SE FORMENT EN PARENTALITE POSITIVE

Atakpamé, 10 sept. (ATOP) - Un atelier national de formation des acteurs institutionnels des services étatiques et de la société civile en parentalité positive se tient du 10 au 13 septembre à Atakpamé.



Mme Tiadema-Patasse situant le contexte de cette formation



Vue partielle des acteurs

L'atelier est à l'actif du ministère de l'Action sociale, de la solidarité et de la promotion de la Femme en collaboration le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF). Son objectif est de transmettre des compétences en parentalité positive à un pool d'acteurs institutionnels pour l'accompagnement des parents et tuteurs. Il s'agit d'outiller les participants sur les approches de transmission des informations en parentalité positive et de les appuyer également à l'élaboration d'une feuille de route en vue de la transmission des compétences acquises aux parents et tuteurs.

Les acteurs institutionnels que sont les représentants des ministères en charge de l'Action sociale, de la Santé, de l'Education, des ONG et associations intervenant dans la protection des enfants vont suivre des communications sur les plusieurs modules. Il s'agit de : droits et protection de l'enfance ; parentalité responsable, genre et sexualité et sur l'influence des médias sur l'éducation des enfants.

Des présentations sur la communication dans la cellule familiale et méthodes alternatives aux violences ; les pratiques traditionnelles préjudiciables aux enfants et les bonnes pratiques endogènes ainsi que sur la citoyenneté, la culture de la paix et protection de l'environnement seront également faites. Ces travaux théoriques seront alternés par des séances en plénière et les travaux pratiques de groupes pour favoriser les échanges et une bonne interaction entre les participants.

La directrice de la prévention des situations de vulnérabilité, Mme Tiadema-Patasse Mazalo a dit que « la parentalité positive se veut une approche pour instaurer un comportement familial respectant l'intérêt supérieur de l'enfant et ses droits comme l'énonce la convention des nations unies relative aux droits de l'enfant ». Elle a émis le vœu que cette formation des formateurs aboutisse à un équilibre relationnel entre l'enfant et le parent- et de favorise l'éducation non violente.

Le secrétaire général de la préfecture de l'Ogou, Kondo Kpapou a invité les participants à s'impliquer activement dans les échanges, simulations et partage d'expériences en vue de retenir l'essentiel des enseignements. Il les a conviés à adopter de meilleures stratégies pour transmettre les acquis aux populations cibles.
ATOP/KKT/BV

KLOTO/PRISE EN CHARGE DES TROUBLES LIES A L'USAGE DE LA DROGUE ET DU VIH :

LES REGISSEURS ET LES INFIRMIERS DES PRISONS DU TOGO EN FORMATION



Les participants

bénéficié de l'appui technique et financier de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et du Comité nationale anti-drogue (CNAD).

L'objectif est de présenter les aspects sanitaires des prisons selon les règles de Nelson Mandela et de former le personnel de santé pénitentiaire sur la prévention et la prise en charge des troubles liés à la consommation des drogues et du VIH.

Les participants seront éclairés sur le paysage actuel des structures pénitentiaires au Togo, de lutte contre la drogue au Togo de la prise en charge des troubles liés à l'usage de la drogue au Togo. Ils seront informés sur l'aperçu général des questions sanitaires et la conformité avec les règles de Mandela, forces et faiblesses, défis, opportunité, succès et recommandations des prisons civiles de Lomé, Sokodé, Bassar, d'Agombiyo à Sotouboua, Kara, Tsévié, Dapaong, Mango, Anèho, Vogon, Atakpamé et du Centre d'accès au droit et à la justice (CAJE) de Cacaveli à Lomé.

Le directeur préfectoral de la santé, Kokou Sewa a témoigné sa gratitude aux initiateurs de cette rencontre pour le mieux-être de la population en général et plus particulièrement celle en milieu carcéral.

Le directeur de l'Administration pénitentiaire et de la réinsertion, Idrissou Akibou et le coordinateur du PNAPP, Aho Komivi ont que cette assise vise à améliorer les conditions de vie des détenus à travers la perfection des services de prise en charge sanitaire.



Les participants attentifs...



...aux mots d'ouverture du DPS Klotu (2è de la gauche)

Le secrétaire permanent adjoint du CNAD, Bohm Mawuena a souligné que cet atelier fait suite à d'autres ateliers à l'endroit d'autres acteurs afin d'améliorer les conditions de vie des prisonniers. Il a témoigné sa gratitude à l'ONUDC pour ses appuis et son engagement à favoriser la lutte contre la drogue et le VIH au sein des milieux carcéraux.

Le représentant de l'ONUDDC, Dr Anselme Siméon Sanou a précisé que face à la montée du phénomène de la consommation de la drogue et du VIH au sein des prisons, il est primordial de mettre en places des structures et des mesures adéquates pour assurer la prévention et la prise en charge aussi bien des prisonniers que le personnel administratif des milieux pénitentiaires. Il a réaffirmé la disponibilité de sa structure à œuvrer aux côtés des acteurs pour la mise en place d'une assistance technique pour renforcer la prévention et la prise en charge des troubles liés à la consommation de la drogue et la lutte contre le VIH au sein des prisons au Togo.
ATOP/TE/AYH/BA

TONE/RENFORCEMENT DES CAPACITES DES FEMMES EN MATIERE D'AUTONOMISATION ECONOMIQUE:

DES CRITERES DE SELECTION DE 36 NOUVELLES COOPERATIVES ET GROUPEMENTS DES SAVANES VALIDES



Les acteurs

Dapaong, 10 sept. (ATOP) – Les critères de sélection de 36 nouvelles coopératives/ groupements de femmes devant bénéficier d'un projet ont été validés, le vendredi 6 septembre à Dapaong, au cours d'un atelier. Le projet est intitulé le "renforcement des capacités des femmes en matière d'autonomisation économique, de cohésion sociale, de genre et en leadership en vue d'accroître leur participation à la consolidation de la paix".

Organisé par le Réseau des femmes et développement des Savanes (REFED/S), l'un des partenaires de mise en œuvre du projet, cette activité a reçu l'appui financier de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Elle se situe dans le cadre du « Programme d'appui à la prévention des conflits et de l'extrémisme violent dans les zones frontalières Togo-Bénin-Burkina Faso (PEV-BBT) phase 2 et financé par le Fonds des Nations Unies pour la paix (PBF). Ce programme est porté par l'OIM et PNUD.

La rencontre a mobilisé des représentant(e)s des mairies, des services déconcentrés de l'Etat, des organisations de la société civile (OSC), des coopératives féminines, de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE), du Comité local de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (CLPLEV), de l'équipe technique du REFED et de l'OIM.

L'objectif principal de l'atelier est de contribuer à l'élaboration des critères inclusifs pour la sélection de 36 nouvelles coopératives et groupements bénéficiaires du projet dans les 16 communes des 7 préfectures de la région des Savanes. Spécifiquement, il s'est agi de présenter aux participants les critères qu'utilise le REFED pour identifier les groupements/coopératives de femmes bénéficiaires de ses projets ; d'identifier les critères de sélection des nouveaux groupements et coopérative et de mettre en place un comité de suivi pour la sélection des bénéficiaires.

Plusieurs critères ont été adoptés de façon participative et consensuelle par les parties prenantes, notamment être un groupement vulnérable, à majorité féminin (60% au moins) ; avoir des textes organiques ; avoir exercé les activités pendant au moins 2ans ; être dans la zone du projet, disposer des outils de gestion bien tenus. Il faut aussi avoir son immatriculation ; ne pas être bénéficiaire d'un appui d'autres projets d'autres

partenaires. Outre ces critères, une grille de notation sera conçue et l'entretien sera l'option finale dans la sélection des bénéficiaires.



L'assistance



Mme Jalombi Sayabè (milieu) ouvrant les travaux

Les 36 futurs coopératives/groupements vont s'ajouter aux douze autres déjà sélectionnés au niveau de la phase 1 du PEV-BBT pour porter le nombre à 48. Les 48 coopératives bénéficieront du renforcement de capacités sur l'extrémisme violent, le leadership, le vivre ensemble, le genre, la prise de parole en public. Les membres de ces coopératives suivront également des formations sur la gestion des associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) et sur les Activités génératrices de revenus (AGR).

La 1^{ère} adjointe au maire de Tône 1, Jalombi Sayabè a souligné qu'il est indéniable que les défis rencontrés, en particulier ceux liés à l'extrémisme violent et à la situation économique précaire de nombreuses femmes, exigent une réponse collective.

La coordinatrice du REFED/S, Mme Kabissa-Lamboni Confort a relevé que l'extrême pauvreté continue de rendre les femmes et les jeunes très vulnérables au recrutement des organisations d'extrémisme violent.

L'assistant projets à l'OIM, Kountagou Yobé a indiqué que la résilience socioéconomique des femmes et des jeunes demeure une priorité puis salué le travail qu'abat REFED dans la promotion et l'autonomisation de la gent féminine. ATOP/BBG/GKM/TD

----- ----- UNE SENSIBILISATION DE MASSE SUR LES MAISONS DE JUSTICE A DAPAONG



Les officiels

Dapaong, 10 sept. (ATOP) – Le ministère de la justice et de la législation, à travers la direction de l'accès au droit et à la justice a organisé une journée portes-ouvertes pour sensibiliser la population de Tône sur les maisons de justice, le lundi 9 septembre à Dapaong. L'idée de maisons de justice est une initiative du chef de l'Etat, Faure Gnassingbé annoncée dans son discours à la nation du 3 janvier 2018.

L'activité a bénéficié de l'appui financier du Programme des nations-unies pour le développement (PNUD). Elle se situe dans le cadre de l'exécution du projet : "Renforcement de la gouvernance publique pour la cohésion sociale".

L'objectif primordial est de renforcer la paix et la cohésion sociale en faisant connaître davantage les maisons de justice à la population. Il s'agit aussi de rapprocher la

justice des justiciables afin de lutter contre l'éloignement des juridictions, de la barrière financière, juridique et judiciaire.

La rencontre de sensibilisation a permis à la direction de l'accès au droit et à la justice de faire une présentation succincte de la maison de justice, ses missions, ses règles générales de fonctionnement, compétence matérielle et géographique. Les participants sont entretenus sur les relations qui existent entre les maisons de justice et les acteurs judiciaires, la chefferie traditionnelle, les unités de police et de la gendarmerie, les règles de conduite du personnel suivi de la présentation du personnel de la maison de justice de Dapaong. La procédure de suivi devant la maison de justice pour les demandes de médiation-conciliation est également présentée : saisine, invitation, tenue de la séance de médiation/conciliation, élaboration des procès-verbaux et suivi puis insistance sur les rôles de chaque personnel dans la procédure.

Le préfet de Tône, Tchimbiandja Yandoukoa Douiti a souligné que cette journée vient combler le manque de connaissance sur les attributions des maisons de justice. « Le bien – fondé des maisons de justice, c'est que là-bas, on ne parle pas argent... Nous devons faire en sorte que la maison de justice de Dapaong puisse se trouver dans les cantons, dans les villages et même dans nos familles. La maison de justice de Dapaong a concilié beaucoup de parties ; et des problèmes qui n'avaient pas trouvé de solution à des instances plus élevées ont trouvé de solutions », a indiqué le préfet.

Le magistrat, directeur de l'accès au droit à la justice, Tagbé Koffi a expliqué que le souhait des gouvernants est que toute personne, sans distinction aucune, en cas de litige ou de violation de ses droits ou en dehors de tout procès, puisse connaître ses droits et obligations, connaître les moyens de faire valoir ses droits et d'exécuter ses obligations ou de saisir une juridiction pour la défense de ses droits ; ce qui n'est pas toujours le cas, constate M. Tagbé.

Ce rendez-vous a connu la présence du directeur à l'accès au droit et à la justice, des autorités locales de Tône, des chefs de services étatiques, des chefs traditionnels et religieux, des responsables de CDQ et des associations de jeunes et de femmes, des représentants du tribunal de première instance de Dapaong, les forces de défense et de sécurité. ATOP/BBG/GKM

EST-MONO/RESTITUTION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023 AUX POPULATIONS :
DES JOURNEES PUBLIQUES SE TIENNENT A ELAVAGNON



Les conseillers à la réunion de cadrage

villages et quartiers des deux cantons de la commune à savoir : Elavagnon et Gbadjahé.

Ces journées permettront à la commune d'améliorer ses recettes de fonctionnement en vue de la bonne marche des services municipaux. Il s'agit aussi de recueillir les besoins prioritaires en lien avec les projets inscrits dans le Programme de

Elavagnon, 10 sept. (ATOP) - Une réunion de cadrage des journées publiques de restitution du compte administratif 2023 de la commune Est-Mono1 a eu lieu le lundi 9 septembre à Elavagnon, chef-lieu de la préfecture de l'Est-Mono.

Initiée par le conseil de la commune Est-Mono1 en partenariat avec le Programme de développement et de gouvernance IV (ProDeG4) de la GIZ, cette restitution de compte à la population se déroule du 10 au 13 septembre dans les

développement communal (PGC). Il sera également question de sensibiliser les populations sur le civisme fiscal, suivi des débats.

Au cours des 12 rencontres programmées, les populations seront édifiées sur les recettes et les dépenses réalisées en 2023, l'évolution des recettes et des dépenses de 2020 à 2023, les dépenses de fonctionnement réalisées en 2023, l'évolution du budget total de 2020 à 2023 et les projets d'investissement réalisés en 2023.

Le maire de la commune Est-Mono1, Koffi Akaba a exprimé sa gratitude aux conseillers et au partenaire GIZ pour leur disponibilité à œuvrer pour le développement de la commune. ATOP/VA/KYA

LA NOUVELLE SECRETAIRE GENERALE DE LA COMMUNE AGOE-NYIVE 3 PREND FONCTION

Agoé-Nyivé, 10 sept. (ATOP) - La nouvelle secrétaire générale de la commune Agoè-Nyivé 3, Mme Kassinga Somyé a pris fonction, le lundi 9 septembre à Vakpossito à la suite d'une cérémonie de passation de service.

Mme Kassinga succède à la secrétaire générale sortante Mme Kovi Akouvi. La séance a été présidée par le secrétaire général de la préfecture d'Agoè-Nyivé, Kazandu Essohana, en présence du 4^e vice-président de l'Assemblée nationale, Dzreke Yao, du maire de la commune et ses collaborateurs, et du chef du village de Logomé Saka yaovi.

Le maire de la commune Agoé-Nyivé 3, Adonkanu yao a félicité la nouvelle secrétaire générale, pour sa nomination. Il l'a exhortée à une franche collaboration avec tous les agents de la mairie et au respect de la hiérarchie.

Mme Kassinga Somyé a remercié le ministre en charge de l'Administration territoriale pour la confiance placée en elle. Elle a promis travailler avec ses collaborateurs dans la paix et la quiétude pour maintenir cette confiance.

ATOP/ASA /TJ

HAHO / RENTREE SCOLAIRE :

L'ONG SHE LANCE LA CAMPAGNE DE DISTRIBUTION DE KITS SCOLAIRE A 2000 ELEVES

Notsè, 10 sept. (ATOP) – L'Institut pour l'éducation, l'emploi, l'autonomisation et l'épanouissement de la gent féminine, "Style her empowered" (SHE) a lancé le lundi 9 septembre à attsitsohoé dans la commune de Haho 1, la campagne de distribution des kits scolaires à 2000 élèves dans les communes de Haho.

Le kit est composé de cahiers, de stylos, d'ensembles géométriques, de règles, de dictionnaires Anglais-français et de manuels de sciences physiques et de mathématiques, de tenues scolaires, de détergents et de serviettes hygiéniques. Le coût total des fournitures scolaires est estimé à 14.500.000 Fcfa y compris des enveloppes financières pour répondre aux cotisations parallèles de chacun. Le geste vise à soutenir les apprenants en situation difficile, encourager l'excellence et la scolarisation de la jeune fille et créer une émulation pour un meilleur rendement dans leur scolarisation.



Les bénéficiaires posant avec les autorités

L'étape d'Attitsohoé, djikloé et Dalia dans la commune Haho 1 a permis de distribuer 600 Kits à raison de 200 par village. La porte-parole des bénéficiaires, Kédjigni Afi a exprimé sa gratitude aux donateurs et invité ses camarades à donner le meilleur d'eux-mêmes par leurs réussites aux différents examens de l'année.

La directrice exécutive de l'ONG SHE, Odoh Adjo Françoise a précisé que les bénéficiaires sont des élèves du CP1 en terminal. Elle a déploré le faible taux de réussite et l'abandon de certaines bénéficiaires au cours de l'année scolaire 2023-2024. Elle a lancé un appel aux parents et enseignants pour un regard favorable à l'endroit des filles dès la rentrée 2024-2025. M. Odoh a promis d'accompagner les bénéficiaires à travers des séances de sensibilisation dans les établissements.



Les Kits pour les bénéficiaires

La rencontre a connu la présence du représentant du préfet de Haho, Issifou Mahamadou, du chef du village de Djikloé, Togbui Yovogan II, des enseignants et des parents. ATOP/YM/GKM/TD

OTI/ SANTE :

LE MINISTERE DE LA SANTE EQUIPE LE CHP MANGO EN MATERIELS

Mango, 10 sept. (ATOP) – Le Centre hospitalier préfectoral (CHP) de Mango a réceptionné une première partie d'un lot de matériels offerts par le ministère en charge de la Santé, le samedi 7 septembre à Mango.



Le montage d'un lit mécanique au CHP MANGO



Dr Fiawoo encourage son personnel à prendre soins de ces lits

Le lot de matériel est composé de 90 lits mécaniques et matelas, de 8t lits électriques et matelas, de 8 tables de chevets et d'une ambulance médicalisée. Les équipements permettront une meilleure prise en charge des patients et de la population au niveau de la pédiatrie, la chirurgie, et à la médecine.

Aussitôt réceptionnés, les lits mécaniques sont montés par des techniciens et certains agents du CHP-Mango. Les lits à la médecine et à la chirurgie sont remplacés sous la supervision du directeur du centre, Dr Fiawoo Vénunye.

En réceptionnant le don, le directeur préfectoral du district sanitaire de l'Oti par intérim, Dr Fiawoo Vénunyé a exprimé sa reconnaissance au gouvernement pour les efforts qu'il déploie pour offrir des soins de qualité à la population. Dr Fiawoo a promis de veiller à l'utilisation à bon escient des matériels afin d'assurer sa durabilité.

Des patients ont apprécié le geste sanitaire du gouvernement et ont exprimé leur gratitude au gouvernement pour son engagement pour le bien-être des populations.
ATOP/TT/GKM/TD

BAS-MONO :

LES COMMUNAUTES RIVERAINES DU FLEUVE MONO SENSIBILISEES SUR LES RISQUES D'INONDATION

Afagnan, 10 sept. (ATOP) – Le préfet de Bas-Mono, Sogbo Kokou Amétépé a effectué du 5 au 6 septembre une tournée de sensibilisation et d'information au profit des communautés riveraines du fleuve Mono et d'autres localités sur les risques d'inondation en cette petite saison de pluie au sud du Togo.



Vue partielle de l'assistance



Le préfet Amétépé (premier à droite) entretenant l'assistance

La délégation a sillonné les villages de Batonou, Agomé-Séva, Agbétiko dans la commune de Bas-Mono 2 et Agome-Glozou dans la commune de Bas-Mono1. L'objectif est de rappeler aux populations des dispositions nécessaires à prendre pour se mettre à l'abri des inondations.

La tournée vise également à renforcer la résilience des communautés vulnérables de la préfecture de Bas-Mono face aux risques d'inondations. Les échanges ont porté sur les comportements à adopter avant, pendant et après en cas de débordement du fleuve Mono. La sensibilisation est également axée sur l'importance du reboisement et les essences à planter sur les rives du fleuve, la notion d'alerte précoce lors des inondations. Par ailleurs, les populations ont été renseignées sur la sécurité à la frontière, la lutte contre l'extrémisme violent, la cohabitation pacifique entre les agriculteurs et les éleveurs bouviers.

Le préfet Amétépé a appelé les populations à la vigilance, à la prudence et à éviter les traversées du fleuve, des surcharges et des baignades dans les cours d'eau. Il a exhorté ses interlocuteurs à plus de responsabilité en vue d'éviter des dégâts en mettant en pratique des informations reçues et les dispositions des autorités du pays.

Le préfet était accompagné des responsables des services techniques de la préfecture tels que les directions préfectorales de l'Environnement et de l'Agriculture, les forces de défense et de sécurité ainsi que les représentants de l'ANPC-Aného et de la Croix rouge.

ATOP/DK/AJA

CINQ EMBARCATIONS OFFERTES AUX COMMUNAUTES DE LACS 2

Aného, 10 sept. (ATOP) – L'Agence nationale de la protection civile (ANPC) a fait don de cinq embarcations aux communautés vulnérables de la commune Lacs 2, le vendredi 6 septembre à Séko, à une quinzaine de km à l'Est d'Aného.

La cérémonie de remise s'est déroulée en présence du secrétaire général de la préfecture des Lacs, Lawson Latévi Agbo, du maire de la commune Lacs 2, Benoît Amavi Mensah, des représentants du Programme alimentaire mondial (PAM), de la CEDEAO et de la chefferie traditionnelle.

Cette action humanitaire de l'ANPC s'inscrit dans le cadre du projet d'appui au relèvement post inondation 2022 financé par la Communauté Économique Des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). L'objectif est de contribuer à renforcer la résilience des communautés vulnérables de la commune Lacs 2 face aux risques d'inondations.

En remettant le don, le secrétaire général de la préfecture des Lacs a exprimé sa reconnaissance aux bienfaiteurs qui ne ménagent aucun effort pour l'amélioration des conditions de vie des populations en situation de détresse. M. Lawson a demandé aux communautés bénéficiaires de faire un bon usage des embarcations mises à leur disposition.

Le maire de commune Lacs 2, Benoît Amavi Mensah a remercié les donateurs pour cette action de générosité en vue de renforcer la résilience des communautés. Il a promis qu'un bon usage se fera des dons pour gagner la confiance des bienfaiteurs.

ATOP/DK/AJA



Remise symbolique des embarcations

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

MADAGASCAR RENFORCE SON ENGAGEMENT POUR L'ÉCONOMIE BLEUE

Antananarivo, (Xinhua) - Un accord de partenariat a récemment été signé entre le ministère malgache de la Pêche et de l'Économie bleue et l'Organisation des jeunes Panafricains pour l'économie bleue, a annoncé lundi 9 septembre le ministère.

Cette signature, intervenue vendredi dernier lors de la Journée nationale de l'économie bleue à Toamasina (côte est), marque une étape significative dans la promotion de l'économie bleue et du tourisme durable, a-t-il estimé.

Ce partenariat vise à renforcer les efforts de Madagascar pour développer son secteur de l'économie bleue, en mettant l'accent sur des initiatives internationales qui soulignent l'engagement du pays en faveur de la durabilité et de la préservation des ressources maritimes. En outre, il vise également à promouvoir le secteur du tourisme bleu, en capitalisant sur les atouts naturels exceptionnels de l'île.

Dans ce cadre, Madagascar s'apprête également à accueillir l'an prochain le Forum des jeunes africains pour l'économie bleue, consolidant ainsi son rôle central dans les discussions et les actions liées à l'économie bleue à l'échelle continentale, selon le ministère.

Avec cette initiative, selon lui, Madagascar ne se contente pas de renforcer sa position en Afrique, mais aspire également à jouer un rôle de premier plan dans la mise en œuvre de stratégies globales pour une économie bleue durable et inclusive.
XINHUA

**LE FCSA, CLÉ POUR LA TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE DE MADAGASCAR,
SELON UN EXPERT MALGACHE (PRESSE)**

Antananarivo, (Xinhua) -- Le Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA) joue un rôle crucial dans la transformation économique en cours à Madagascar, a déclaré Holijaona Raboanarijaona, conseiller économique auprès de la présidence malgache lors d'un entretien publié récemment par la presse locale.

M. Raboanarijaona a jugé que la signature de protocoles d'accord concernant le développement des ressources énergétiques et minières, ainsi que la création des zones économiques spéciales, dans le cadre du dernier sommet du FCSA, constituait une "avancée majeure" pour l'émergence économique du pays.

Ces accords s'inscrivent parfaitement dans le cadre du Plan Emergence Madagascar, qui vise une transformation rapide de l'économie malgache par l'industrialisation, la modernisation de l'agriculture, et le développement des infrastructures, a-t-il expliqué.

Les principales initiatives incluent l'amélioration de l'approvisionnement en énergie pour soutenir la croissance industrielle, l'attraction d'investissements étrangers et l'augmentation des exportations dans le secteur minier, ainsi que la création d'emplois et la diversification économique, a précisé M. Raboanarijaona.

Ces initiatives devraient significativement améliorer le niveau de vie des Malgaches, notamment par une meilleure accessibilité aux services publics tels que l'éducation, la santé, et le logement, a-t-il estimé.

Ces efforts permettront non seulement d'accélérer l'industrialisation et la diversification économique, mais aussi de réduire la pauvreté en créant des emplois et en améliorant les infrastructures, a-t-il poursuivi.

Le sommet 2024 du Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA), tenu du 4 au 6 septembre à Beijing en présence d'une cinquantaine de dirigeants africains, a mis en lumière la poursuite commune de la modernisation par la Chine et les pays africains.

XINHUA

GAZA :

UNE FRAPPE ISRAËLIENNE SUR UNE ZONE HUMANITAIRE FAIT 40 MORTS

Africanews - Des Palestiniens sous le choc. Mardi, 10 septembre, l'armée israélienne a mené une frappe contre un camp dans une zone qui abrite des personnes déplacées par la guerre à Gaza.

L'attaque a fait au moins 40 morts et 60 blessés. Le bilan pourrait s'alourdir, alors que la zone du drame est passée au crible par des secours à la recherche d'éventuelles victimes.

Le camp est situé à Mawasi, une étendue de camps de tentes surpeuplés le long de la côte de Gaza qu'Israël a désignée par Israël comme zone humanitaire pour des centaines de milliers déplacés.

L'armée israélienne dit avoir visé des responsables du Hamas. Les opérations militaires de Tshal dans la bande de Gaza, ont déjà fait coûté la vie à plus 40 000

Palestiniens, selon le ministère de la santé du Hamas. Les efforts pour un cessez-le-feu dans l'enclave palestinienne piétinent.

L'intervention de Tsahal à Gaza est présentée comme une réponse à l'attaque lancée par le Hamas le 7 octobre, en Israël. Elle avait fait plus de 1 000 morts, des civils essentiellement. Africanews

JORDANIE :

L'OPPOSITION VEUT MARQUER SA PRÉSENCE AU PARLEMENT

Africanews - Les Jordaniens élisent mardi les membres de leur Parlement qui compte 138 sièges. Plus de cinq millions d'électeurs sont attendus aux urnes.

Des candidats d'opposition, notamment ceux du Front d'action islamiste proche des frères musulmans sont en lice. Le scrutin se tient dans un contexte économique morose.

"Nous pratiquons la vie de parti, si Dieu le veut, et les choses se développent dans le pays. Nous devons élire des gens qui sont politiquement capables, qui peuvent prendre les bonnes décisions concernant la promulgation des lois. Je ne m'intéresse pas au représentant qui s'intéresse aux services, je m'intéresse au représentant qui légifère et promulgue des lois. C'est pourquoi nous avons élu le plus digne, si Dieu le veut, d'accéder à la Chambre des représentants." , explique Jaafar Abed, habitant d'Amman.

Ces élections, qui ont lieu tous les quatre ans, sont les premières à être organisées en vertu d'une loi adoptée en janvier 2022 qui a augmenté le nombre total de sièges à la Chambre, réservé un plus grand nombre de sièges aux femmes et abaissé l'âge minimum des candidats.

La crise à Gaza et la situation en Cisjordanie font aussi partie des préoccupations de certains candidats.

Africanews

ISRAËL :

L'ONU S'INQUIÈTE SUR DES CAS DE « TORTURE SEXUALISÉE » DES PRISONNIERS PALESTINIENS

New York, (RFI) - L'ONU demande une réaction face à l'occupation israélienne dans les territoires palestiniens. Le commissaire aux droits de l'homme a réclamé, lundi 9 septembre, à la communauté internationale qu'elle agisse contre ce « *mépris flagrant* » du droit international. À cette occasion, la représentante spéciale de l'ONU sur les violences sexuelles dans les conflits a exprimé de sérieuses inquiétudes face aux cas de viols et de violences sexuelles commis contre les détenus palestiniens.

La liste des sévices est dispersée dans plusieurs rapports, mais elle est tellement longue que Pramila Patten a sonné l'alarme lundi. À New York, la représentante spéciale de l'ONU sur les violences sexuelles dans les conflits a pointé du doigt la détérioration des conditions de détention des hommes, femmes et enfants palestiniens sous le régime israélien en détention.

Elle estime que la situation s'apparente à de la « *torture sexualisée* ». Les fouilles à nu humiliantes seraient répétées, des coups et des électrocutions sur les organes génitaux et l'anus ont été rapportés par les prisonniers libérés, des soldats toucheraient certaines prisonnières de manière inappropriée, et les détenus seraient filmés nus dans des positions humiliantes. Des sévices qui rappellent les scandales d'Abou Ghraïb en Irak ou de Guantanamo, qui avaient placé les soldats américains au cœur de polémiques il y a 20 ans.

En juillet, un détenu palestinien avait été hospitalisé à la suite d'un viol, et la police israélienne a promis une enquête. Mais l'ONU s'inquiète des interférences politiques sur les processus judiciaires en cours. Elle réclame par ailleurs un soutien médical et psychologique nécessaire pour entamer le processus de guérison des prisonniers violentés. Les ONG n'ont pourtant plus le droit de rendre visite aux prisonniers palestiniens depuis le 7 octobre et ne reçoivent plus aucune information du gouvernement israélien. RFI

SPORTS

EMERSE FAE EN TETE D'AFFICHE DU SYMPOSIUM DES ENTRAINEURS DE LA CAN CAF TOTALENERGIES JEUDI ET VENDREDI A ABIDJAN

CAIRE, (Cafonline) - Emerse Faé, l'homme à l'origine de la renaissance de la Côte d'Ivoire à la Coupe d'Afrique des Nations TotalEnergies Côte d'Ivoire 2023, sera la tête d'affiche d'une longue liste des sélectionneurs qui participeront au Symposium des entraîneurs de la CAF les 12 et 13 septembre 2024.

Une cinquantaine d'entraîneurs issus des associations membres de la CAF arriveront à Abidjan, en Côte d'Ivoire pour l'événement de deux jours qui aura lieu le jeudi et le vendredi 12-13 septembre 2024.

Les deux finalistes de la CAN, Emerse Faé et l'ancien sélectionneur du Nigeria, Jose Peseiro, font partie du panel.

Le Symposium des Entraîneurs de la CAF se concentrera sur la performance des équipes nationales pendant la Coupe d'Afrique des Nations CAF TotalEnergies Côte d'Ivoire 2023 - considérée comme la meilleure CAN dans l'histoire de la compétition.

Le Président de la CAF, Dr Patrice Motsepe, des représentants du gouvernement de Côte d'Ivoire et le président de la FIF, Yacine Idriss Diallo, ouvriront l'événement par une discussion axée sur l'héritage, soulignant l'impact durable du football africain sur la scène mondiale.

D'autres grands entraîneurs du continent seront également présents à ce rassemblement de deux jours, notamment les célèbres Avram Grant (Zambie), Sébastien Desabre (RD Congo), Nana Otto Oddo (Ghana) et Collin Benjamin (Namibie), entre autres. Cafonline

JEUX PARALYMPIQUES:

L'ALGERIE DEVIENT LA REINE DES MEDAILLES EN AFRIQUE, DEVANT LA TUNISIE

PARIS, (RFI) - Le rideau a été tiré sur les Jeux paralympiques de Paris, dimanche 8 septembre. À l'heure du bilan, sur les 42 pays africains engagés, dix ont remporté des médailles, dont Maurice, pour la toute première fois de son histoire. Sans trop de surprises, les nations d'Afrique du Nord sont les mieux classées.

Les supporters algériens peuvent faire la fête après des Jeux paralympiques historiques. Par rapport à Tokyo, les sportifs fennecs arrivent en effet devant les Tunisiens au tableau des médailles africaines. Et une 25e place au classement général pour onze médailles dont six en or.

Le pays égale sa meilleure performance, qui datait d'Athènes en 2004, grâce à une belle moisson en athlétisme : sept médailles dont quatre en or, et une grande première en canoë grâce à Brahim Gendouze, titré sur 200 mètres. Tout simplement la première médaille et le premier titre africain dans la discipline aux Paralympiques.

Juste derrière l'Algérie, la Tunisie pointe à la 27e place avec cinq titres dont deux pour Raoua Tlili, athlète de petite taille en lancer du poids et du disque.

Sénégal, Cameroun, RDC, bredouilles

Le Maroc a, lui, raflé quinze médailles, meilleur total africain, mais seulement trois en or, majoritairement en athlétisme aussi. Le Nigeria suit grâce à ses haltérophiles et grâce à Mariam Bolaji, en bronze au badminton, premier podium de l'histoire pour le continent, tous Jeux confondus.

Suivent l'Égypte, l'Afrique du Sud, l'Éthiopie, la Namibie, le Kenya. Mais aussi Maurice, qui débloque son compteur grâce à Yovanni Philippe dans la catégorie déficience intellectuelle et relationnelle en bronze sur 400 m. En revanche, le Sénégal, le Cameroun ou la RDC attendent toujours leur premier podium. Au total, 30 pays d'Afrique n'ont jamais remporté de médailles aux Paralympiques. RFI

JEUX PARALYMPIQUES 2024:

POURQUOI LA CHINE EST ENCORE UNE FOIS LOIN DEVANT AU TABLEAU DES MEDAILLES

PARIS, (RFI) - Paris referme définitivement ses premiers Jeux paralympiques dimanche 8 septembre, en espérant qu'ils laissent un héritage en termes de regard et de prise en considération du handicap. Et la Chine s'est une nouvelle fois hissée en tête au tableau des médailles.

Comme prévu, le para-cyclisme et la para-natation auront été de loin les disciplines les plus pourvoyeuses de médailles pour les Bleus, avec entre autres les sacres de Marie Patouillet, Alexandre Léauté, Mathieu Bosredon, Florian Jouanny, Ugo Didier ou encore Emeline Pierre. Mais c'est encore une fois la Chine qui a tiré son épingle du jeu, comme à Tokyo en 2021. Dans la capitale française, les athlètes chinois ont glané 94 médailles d'or, deux fois plus que la Grande-Bretagne qui termine deuxième devant les États-Unis.

La plus grande délégation avec 284 athlètes

Et ces Jeux de Paris auront mis en lumière plusieurs grands champions venus de Chine, dont la nageuse Yuyan Jiang, 19 ans, qui repart avec sept médailles d'or autour du cou, et devient l'athlète la plus titrée à Paris. Elle a représenté un pays peuplé de plus de 1,4 milliard d'habitants, soit environ un sixième de la population mondiale.

À Paris, la Chine possédait la plus grande délégation avec 284 athlètes, engagée dans 20 disciplines sur 22 possibles. Les Chinois ont raflé 22 médailles d'or en para-natation, 21 en para-athlétisme ou encore 11 en para-tennis de table.

Lors d'une des épreuves les plus attendues des Jeux paralympiques, le relais universel 4x100 m du para-athlétisme, un relais mixte et doit s'effectuer avec un ordre précis. Il est composé d'un athlète atteint d'une déficience visuelle, d'un sprinteur amputé d'un membre, d'une personne en situation de handicap moteur cérébral et d'un athlète en fauteuil. Les Chinois ont établi un nouveau record du monde en 45"07, juste devant la Grande-Bretagne (46"01) et les États-Unis (47"32), qui avaient remporté l'or à Tokyo il y a trois ans.

En Chine, 85 millions de personnes en situation de handicap

En Chine, on estime qu'environ 85 millions de personnes sont en situation de handicap. Mais ce chiffre n'explique pas à lui seul cette moisson de médailles. En 2001, lorsque la ville de Pékin a été choisie pour organiser les JO et les Paralympiques de 2008,

le gouvernement met en place un programme spécifique pour aider les para-athlètes dans la préparation et dans la détection. En 2007, le pays ouvre même un grand centre de préparation entièrement dédié au sport paralympique avec des infrastructures modernes. Pour la Chine, le sport reste un véritable outil de « soft power » à l'international.

Depuis les Jeux paralympiques d'Athènes en 2004, la Chine écrase la concurrence. Mais ces résultats suffisent-ils à améliorer le sort des personnes handicapées en Chine ?

Dans un rapport publié en 2022, une experte du Comité des droits des personnes handicapées, chargée de surveiller l'application de la Convention relative aux droits des personnes handicapées par les États parties, a regretté que les personnes handicapées qui vivent en Chine soient toujours victimes de préjugés qui les empêchent de participer pleinement à la vie sociale et au monde du travail.

La vice-présidente du Comité de travail sur le handicap du Conseil d'État chinois, avait indiqué de son côté que le pays est un défenseur actif et un partisan convaincu de la Convention. « Au cours des dix dernières années, la Chine a fait des progrès considérables dans la promotion et la protection des droits fondamentaux des personnes handicapées. À ce jour, plus de 90 lois chinoises sont directement liées à la protection des droits et des intérêts des personnes handicapées », avait fait valoir la Chine. RFI

ÉLIMINATOIRES CAN 2025:

LA RDC, LE MAROC ET L'ANGOLA ENCHAINENT

RDC, (RFI) - Victorieux de leur premier match lors de la première journée, la RD Congo, le Maroc, et l'Angola ont confirmé lors de la deuxième journée des éliminatoires de la CAN 2025. L'Éthiopie (2-0), le Lesotho (1-0), et le Soudan (2-1) ont été leur victime.

Avec une troisième victoire de suite lors de ses trois dernières sorties officielles, la RD Congo se porte bien. Et ce lundi 09 septembre, sur la pelouse Benjamin Mkapa National Stadium de Dar es Salaam, les Éthiopiens, qui n'ont pas de stade homologué, l'ont vérifié à leurs dépens. Les Léopards n'ont pas survolé les débats, mais ont fait preuve d'une solidité et d'un réalisme qui leur manquaient souvent lors des sorties hors de leurs bases. Les hommes Sébastien Desabre ont ainsi ouvert le score sur une réalisation de Theo Bongonda sur un service de Joris Kayembe (62e).

Le « Messi congolais » avait pourtant commencé le match sur le banc et a dû remplacer au pied levé Chadrac Akolo, dès la demi-heure de jeu (33e). Les Léopards ont fait le break par leur « super sub » Fiston Mayele. L'attaquant de Pyramids (Égypte) a fait honneur à sa réputation : rentrer et marquer dans la foulée. Sept minutes après avoir pris la place de Samuel Essende, Mayele a inscrit son troisième but en sélection, profitant d'une offrande d'Elia Meschack (76e). Les Congolais prennent seuls la tête du H avec deux victoires en autant de sorties.

Le numéro de Diaz

Même bilan pour le Maroc qui s'est imposé (0-1) à Agadir où recevait-le... Lesotho qui n'a pas de stade homologué par la CAF. Dans une rencontre débridée, disputée sur une pelouse trempée, les Marocains se sont longtemps cassé les dents sur une rugueuse équipe. Il a fallu un exploit individuel de Brahim Diaz, entré à la 57e minute pour délivrer les Lions de l'Atlas en fin de match. Le joueur du Real Madrid a hérité du ballon à l'entrée de la surface de réparation, et après avoir éliminé deux défenseurs, a placé une frappe au ras du poteau droit de Sekhoane Moerane battu pour la seule fois de la soirée (90+3). Avant cette ultime action, les Marocains, malgré une possession de balle de plus de 80%, avaient été inefficaces face à la défense des Likuena (Les Crocodiles).

Cinq jours après avoir surpris le Ghana chez lui (1-0), l'Angola a confirmé cette victoire en s'imposant devant le Soudan (2-1) au Estádio 11 de Novembro de Luanda.

Dominateurs pendant presque toute la rencontre, les hommes de Pedro Goncalves ont dû attendre la seconde période pour logiquement prendre les devants. C'est l'incontournable attaquant Mabululu qui ouvre le score sur penalty (50e). Mais l'avantage est de courte durée puisque les Soudanais réagissent rapidement et égalisent, cinq minutes plus tard par Mustafa Karshom (55e). Finalement, Randy Nteka, inscrit le but de la victoire à moins de dix minutes de la fin à la réception d'une passe du bien nommé Mastro (81e). Avec deux victoires en deux journées, les Palancas Negras restent sur la lancée de leur belle CAN en Côte d'Ivoire, et ont parfaitement entamé leur odyssee vers le Maroc. RFI

Copyright, ATOP. Tous droits réservés